

Au nom de l'Europe je vote "NON"

Le 17 mars Assemblée Générale
d'Attac Pays d'Aix

L'événement politique du mois de mars est sans conteste l'Assemblée Générale d'Attac Pays d'Aix. Il s'agira de renouveler le Conseil d'administration et de renforcer l'équipe militante qui anime les différentes activités d'Attac. Le bilan est certes conséquent mais Attac se trouve en ce moment face à une échéance particulièrement importante (certains diront « historique »), celle du référendum sur la Constitution Européenne ». Le CA d'Attac Pays d'Aix a décidé de s'engager résolument pour que le « non » l'emporte et Attac appelle tous les adhérents et sympathisants à participer sous toutes les formes possibles à la mobilisation : participation au CA, création de tracts, affiches, diffusion sur les marchés, dans les boîtes à lettre, réunions dans les villages et quartiers

Mais le premier acte militant sera de participer à l'Assemblée Générale et de définir ensemble l'action d'Attac Pays d'Aix.

Pourquoi une grande majorité des adhérents d'Attac se sont-ils prononcés pour le "non" à cette constitution ?

La première raison c'est qu'Attac reste fidèle à ses méthodes. De nombreux militants ont décortiqué le texte, des réunions, des conférences, des débats, trois stages de formation sur le contenu de la Constitution organisés par les comités Attac du sud-est qui ont réuni plus de 120 personnes, d'autres stages programmés, des tracts rédigés. Attac Pays d'Aix avec les comités locaux de la région a organisé un travail approfondi de prise de connaissance et de transmission du contenu de la Constitution.

Après un tel travail une conviction l'emporte, le « oui » à la Constitution est un « oui » au libéralisme qu'il soit « socialiste », « vert » ou UMP. D'ailleurs le lancement de la campagne électorale par

le chef du gouvernement espagnol Zapatero (socialiste) et Chirac (duquel Schroëder et Berlusconi se sont défilés) en dit long sur les connivences entre les droites européennes et les partis sociaux-démocrates sur la dynamique ultralibérale de construction de l'Union Européenne.

Cette dérive ultralibérale est, non seulement inscrite dans la Constitution puisque les politiques économiques sont l'objet de la partie III, mais nous la voyons s'exercer sous nos yeux. Augmentation des revenus du capital au détriment des salaires, précarisation de l'emploi, accroissement des inégalités, recul du service public et création de quasi monopoles privés, démantèlement du droit du travail, privatisations, délocalisation, harmonisation par le bas des droits sociaux, c'est la politique du gouvernement Raffarin aujourd'hui, laissée en héritage aux générations futures avec la Constitution Européenne.

Le 19 Mars manifestation à Bruxelles et à Aix-en-Provence De grandes mobilisations seront nécessaires pour faire échec à ces politiques. Après les manifestations du 5 février en France, une grande manifestation européenne aura lieu à Bruxelles le 19 mars. Décidée lors du FSE de Londres, cette manifestation regroupera les organisations syndicales à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats pour une Europe sociale et contre la directive « Bolkestein » et la directive sur le temps de travail. Attac de son côté entend rassembler tous ceux qui souhaitent exprimer clairement le rejet de la Constitution, notamment les citoyens européens qui dans leur pays ne seront pas consultés. Attac Pays d'Aix organisera également une expression locale de ce « NON » résolu à la Constitution et à l'Europe ultralibérale pour construire une Europe sociale et solidaire.

Bernard Lagune

Nos rendez-vous

Jeudi 10 Mars 2005

à 19 h 00 :

réunion mensuelle :

**"La constitution
sans trucage"**

Maison des associations,
Le Ligoures, place Romée
de Villeneuve,
à Encagnane

Jeudi 17 mars 2005

à partir de 18 h30

**Assemblée Générale
d'Attac Pays d'Aix**

Au CREPS ,

chemin de Guiramande,

Jeudi 7 avril 2005 à 20 h

Débat : "Les conséquences

sur la santé et la

protection sociale en cas

de ratification du traité

constitutionnel européen "

par Bernard Teper,

coordinateur Attac natinal

pour les EGSAM et

responsable de la

commission santé

(Lieu à préciser)

se renseigner au 06 83 41 89 51

AGENDA

• **Mardi 01 mars à 19h30** : "Le commerce équitable peut-il être équitable ?" Réunion débat avec la participation de "L'équitable café" de Marseille. Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

• **Mercredi 9 Mars à 20h30** : La situation en Palestine et en Israël, et les répercussions en France du conflit israélo-palestinien Conférence débat avec Leila Chahid, déléguée Générale de la Palestine en France, Michel Warchavski, israélien, fondateur de l'Alternative Information Center (AIC) contre la désinformation en Israël, Dominique Vidal rédacteur en chef adjoint du Monde Diplomatique. Salle du Bois de l'Aune.

• **Jeudi 10 mars à 19h00** : Réunion mensuelle d'ATTAC : "LA CONSTITUTION EUROPÉENNE SANS TRUCAGE" avec diaporama. Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, à Encagnane.

• **Mardi 15 mars à 19h30** : "La mondialisation des courgettes et des concombres" ou "Comment une production de masse lointaine et vendue par la grande distribution entraîne des conditions de travail dégradées" à partir d'un documentaire tourné en Andalousie "Trimer dans les serres". Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

• **Mardi 05 avril à 19h30** : "Droit du travail et plan Borloo". Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

• **Jeudi 07 avril à 20H** : débat sur les conséquences sur la santé et la protection sociale en cas de ratification du traité constitutionnel européen par Bernard Teper, coordinateur Attac national pour les EGSAM et responsable de la commission santé ; débat organisé par le collectif du Pays d'Aix "Tous ensemble pour une sécurité sociale solidaire et le droit à la santé" et le collectif "Aix dit non à la constitution", au CREPS à Aix.

• **Jeudi 14 avril 2005 à 19h00** : Réunion mensuelle d'ATTAC, sur le thème des logiciels libres. Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, à Encagnane.

• **Mardi 19 avril 2005 à 19h30** : "VENEZUELA : Le changement au quotidien". Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan,

• **Mardi 03 mai 2005 à 19h30** : "Le Lobbying", avec le film "Lobbying, au delà de l'enveloppe". Ce film montre comment ce système très pernicieux et très puissant auprès des instances de l'UE, enterre le citoyen. Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

Environnement : le dernier mercredi du mois au salon de thé " sur la Route de Samarkande " à 20h ; contact : Danielle PUGLIESE : 04 42 24 16 81

Paradis Fiscaux-Taxe Tobin : contact : Anne-Marie QUETGLAS : 04 42 27 97 94

Economie solidaire : contact : Laurent KRIGER : 04 42 27 19 69

Europe : contact : Vincent Porelli : 04 42 93 11 68

ATTAC-JEUNES : contact : Thibaud HULIN : 06 81 98 21 10

ATTAC au Jas : contact : Jean et Michelle FOURNY : 04 42 21 65 45

Santé : contact : Francine Vigneul et Claude Ramin : 04 42 63 17 98

AGCS/OMC/Services Publics : contact : Anne-Marie ALARY : 04 42 95 10 84

Dette : le premier lundi du mois à 19h chez

GROUPE DE TRAVAIL

Raymonde Lagune, villa Heurtebise, 190 chemin des Lauves et Fontrousse, à Aix : tél 04 42 96 66 46

Retraites : contact : Christiane BENLIAN : 04 42 22 17 84

Consommer autrement ou mieux consommer : contact : Laurent KRIGER 04 42 27 19 69.

Travail et précarité : contact : Thibaud Hulin : 06 81 98 21 10

Cours d'économie : mardi 08 Mars à 19 H à l'annexe du centre JP Coste ; le thème sera : le pouvoir dans les entreprises, le rôle des multi-nationales, sommes-nous dans un système d'empire ?

Festival " Images Mouvementées " : mercredi 2 mars à 19h30 : réunion chez Simone Bernillon (tél 04 42 21 39 60) ; mardi 8 mars à 19h30 : projection de films à l'AGESA ; contact : Dany Bruet : 06 03 15 02 74

Femmes, genre et mondialisation : jeudi 10 mars à 19h chez Claudine Blasco, 20 rue d'Isoard, 13001 Marseille ; tel : 04 91 05 95 37



Voulez-vous que le **droit au travail** soit remplacé par le **droit de chercher un emploi ?**

Ne vous fiez pas à l'emballage ...
Ouvrez le paquet

NON à ce Traité Européen

MANIFESTATION À BRUXELLES le **19 Mars 2005**. Pour participer à cette journée de manifestation, nous organisons un déplacement en bus pour aller à Bruxelles et nous organisons des actions sur place ; pour réserver votre place dans ce car ou participer aux actions locales, **contact : 06 83 41 89 51**.

Action de campagne "AU NOM DE L'EUROPE, JE VOTE NON". Plusieurs de nos adhérents élaborent et distribuent chaque semaine un tract explicatif sur un thème du projet de constitution, afin d'expliquer de manière simple notre "NON" à ce texte ; pour les rejoindre et participer à ces actions, **contact : Raymonde Lagune : 04 42 96 66 46**.

"Nous tenons depuis 2 semaines une **permanence** à la maison des associations rue Tavan, tous les vendredis **de 11 heures à 13 heures** : l'occasion pour tous, de nous rencontrer et de trouver des informations et de la documentation."

Campagne d'Attac sur le traité constitutionnel pour l'Europe
AU NOM DE L'EUROPE, NON AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

Quelques dates à retenir dès à présent :

- **Samedi 19 mars** : Manifestation Européenne à Bruxelles
- **Samedi 30 avril** : Manifestation Européenne à Paris
- **Vendredi 6 mai** : Venue de Raoul Marc Jennard, chercheur militant à l'URFIG (Unité de Recherche, de Formation et d'Information sur la Globalisation) à Pertuis
- **Jeudi 12 mai** : Venue d'Anne Cécile Robert, journaliste au Monde Diplomatique, à Aix en Provence

Programmation de 2 nouvelles sessions de formation sur la constitution, ouvertes aux adhérents attac du Sud Est :

- les 12 et 13 mars à Antibes, renseignements : **Michele Muratore**
mimuratore@wanadoo.fr
- les 2 et 3 avril à Pertuis, renseignements : **Annick Escoute**
annick.escoute@wanadoo.fr

Renseignements par téléphone : **Anne Marie Alary 06 08 49 50 53**

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DÉCENTRALISÉS DE LA SANTÉ EN RÉGION PACA se dérouleront le **Samedi 02 avril 2005 de 09H à 17H** à Marseille au Conseil Régional. Ces états généraux sont ouverts à tous les citoyen(ne)s, militants associatifs, syndicalistes et politiques. Ils ont pour but d'informer sur le démantèlement programmé de la protection sociale contenu dans cette "réforme Douste", de proposer des pistes alternatives à cette étatisation- privatisation de l'assurance maladie et d'agir ensemble pour une assurance maladie solidaire pour tous, gérée démocratiquement par l'élection des assuré(e)s sociaux et la défense de l'hôpital public. Jusque là les réunions de préparation se déroulent tous les mercredi à 19H Espace Social Saint Henri, 5, chemin du Passet 13016 Marseille.

Davos : plus altermondialiste *tu meurs*

L'agenda international de l'année 2005 était déjà chargé en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et les inégalités avec deux grands rendez-vous.

Le premier rendez-vous est Le soixantième anniversaire de l'ONU en septembre 2005 qui sera aussi un bilan d'étape des engagements de 191 états de l'ONU sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Huit objectifs définis en l'an 2000, destinés à éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2015 et qui seront loin d'être atteints.

C'est un moment privilégié pour interpeller les gouvernements et leur rappeler leurs promesses.

Une coalition internationale " Action mondiale contre la pauvreté " s'est formée pour lancer cette interpellation. En France cette coalition qui regroupe de nombreuses ONG de solidarité fait campagne sous le nom de " 2005 : plus d'excuses "

Trois points principaux sont visés dans cette action :

- L'annulation de la dette
- L'augmentation et l'amélioration de

l'Aide Publique au Développement

- L'instauration de règles commerciales plus justes et plus équitables.

Le deuxième rendez-vous prévu est le G8 qui se tiendra en Ecosse en Juillet 2005 sous présidence Britannique.

La lutte contre la pauvreté y sera aussi à l'ordre du jour, et Blair ainsi que le Chancelier de l'échiquier Gordon Brown vont essayer de rivaliser en propositions généreuses incantatoires pour redorer leur blason terni par la guerre en Irak.

Mais il y a eu un troisième rendez-vous que personne n'attendait : LE TSUNAMI qui a provoqué un très grand élan de solidarité parmi la population de nombreux Etats.

Depuis cet événement de l'aveu de Gordon Brown les pays riches ne peuvent plus ignorer les pressions publiques en faveur d'une solidarité plus active et le Communiqué du Sommet du G7 des 4 et 5 février va également dans ce sens.

Il est donc logique que dans ce contexte international, l'on assiste à une surenchère médiatique. Le procédé utilisé est bien connu c'est : La Récupération.

Il s'agit de reprendre à son compte le discours de l'adversaire pour mieux le désarmer.

Si tous les gouvernements sont généreux, il n'y a plus rien à revendiquer et le tour est joué.

La réunion de Davos en a été un exemple caricatural. Davos s'est substitué à Porto Alegre l'éclipsant dans les médias et reprenant tous ses thèmes. Parallèlement le FMI et la Banque Mondiale se sont invités à Porto Alegre pour gagner en image. Chirac a fait un plagiat des idées d'Attac, mais il n'était pas le seul : Blair, Clinton, Bill Gates, s'y sont mis, relayés par les stars du show-biz (Bono, Sharon Stone et d'autres). Il fallait faire du spectacle, créer dans le public l'image de gouvernants et de chefs d'entreprises plein d'humanité. C'était une très bonne occasion de gommer l'image négative d'exploiteurs/pollueurs sans scrupules que le public a du monde des affaires. Mais c'était surtout un moyen de dissimuler la réalité de la pingrerie des 19 états les plus riches regroupés dans le Club de Paris. Pingres est bien le mot employé par le responsable des questions humanitaires à l'ONU à propos de l'aide publique au développement qui a régressé de 50% depuis 1960 par rapport au revenu national brut. Les 22 pays les plus riches en sont encore à 0,25% en moyenne contre 0,7 % promis dès 1970 !

Pingrerie encore la proposition du Club de Paris de moratoire sur la dette extérieure des pays touchés par le tsunami ! Comment aurait-ils pu faire moins ?

Il est maintenant à craindre, faute d'annulation de dettes, que les 10 milliards de dollars de dons de solidarité, ne servent à payer à retardement une partie des 38 milliards de dollars annuels que ces pays devront bientôt à nouveau verser pour le simple service de la dette.

Pingrerie encore au sommet du G7 des 4 et 5 février. Comme à Cologne en 1999 les pays les plus riches se sont contentés d'effets d'annonce (100% d'annulation de dettes sans calendrier ni initiation de procédure). Sans compter que toute éventuelle annulation est conditionnée à l'application de politiques ultra-libérales qui ont fait la preuve de leur nuisance en matière de lutte contre la pauvreté.

Seule l'annulation totale de la dette publique externe sans conditionnalités aux relents colonialistes pourra aider les pays en développement à faire face aux nombreuses difficultés qui se trouvent encore devant eux.

La commission Femmes et mondialisation se réunit depuis septembre 2004. Y participent des femmes de différents comités locaux (Aix, la Ciotat, Marseille, Pertuis) mais aussi des femmes de Marseille travaillant dans d'autres associations. Cette commission se réunit pour le moment le plus souvent à Marseille où habitent le plus grand nombre de participantes. Nous avons deux grands rendez-vous :

Le 8 mars nous organisons dans le cadre de la journée internationale de la Femme, une soirée festive intitulée "Paroles de femmes en mouvement", sur les femmes, la mondialisation et l'économie solidaire.

Cette soirée ouverte à toutes et à tous débutera à 20h00 et aura lieu au salon de thé le Grain de sable, 34 rue du

Baignoir, 13001 Marseille (derrière la bibliothèque de l'Alcazar)

www.graindesable.fr
Au programme, lecture de textes, extraits de pièce, chants, et une exposition de la production d'artisanat des femmes du Sud dans le cadre du commerce équitable présentée par Artisans du Monde. Parmi les textes, nous lirons le manifeste "initiative féministe européenne pour le NON à la constitution" rédigé par un des ateliers de la 1^{ère} assemblée européenne des femmes du FSE Paris 2003, et présenté au FSE de Londres.

Le 8 mars aussi, s'ouvre le lancement de "la charte mondiale des femmes pour l'humanité" produite par la Marche Mondiale des Femmes.

Voici le lien avec notre 2^{ème} rendez-vous : la Marche Mondiale des Femmes s'arrête à Marseille les 28 et 29 mai.

Notre commission a la responsabilité de l'hébergement des "Femmes en noir", en coopération avec les femmes en noir de Marseille. Si vous désirez héberger une ou plusieurs personnes ce w-e là, (hébergement, repas et transport vers Marseille, lieu de forums, ateliers, concert) contactez Claudine Blasco au 04 94 78 58 69 ou au 04 91 05 95 37.

Valérie Brûlant

Raymonde Lagune

“Survivre en Afrique face à la **mondialisation**”

Rencontre avec Victor NZUZI, agriculteur et militant altermondialiste de République Démocratique du Congo. V. NZUZI est président du GRAPR (Groupement de Réflexion et d'appui pour la Promotion Rurale), membre du réseau ATTAC et du réseau CADTM en RDC. Il a participé aux FSE de Saint Denis et de Londres et au FSM de Mumbai

PAYSANS D'AFRIQUE

Rencontre au Jas avec Victor NZUZI, président du GRAPR (Groupement de Réflexion et d'appui pour la Promotion Rurale, agriculteur et militant altermondialiste de République Démocratique du Congo.

Victor montre avec beaucoup d'humour les ravages de la mondialisation dans son pays.

Un pays immense (4 fois la France, **80 fois la Belgique**) d'une grande diversité culturelle (300 langues), riche en ressources naturelles (eau des lacs et du Congo, biodiversité de la forêt qui représente 40% de la forêt africaine, mines d'or, de diamants, de cobalt, d'uranium, de pétrole...). Le pillage de ses ressources par les multinationales en a fait un des pays les plus pauvres du monde (son PIB/hab le place au 167^{ème} rang sur 171 Etats). L'espérance de vie ne dépasse pas 50 ans, ce qui fait dire à Victor qu'il sera bientôt statistiquement mort 85 % des habitants sont des paysans qui vivent dans des villages sans électricité. **Le taux d'emplois salariés ne dépasse pas 2 % et les salaires sont misérables.** La guerre a décimé la population (3,7 millions de morts) et elle continue (200 Congolais réfugiés au Burundi ont été massacrés récemment). Le pays est gouverné par un président sans expérience politique, (Joseph, fils de Laurent Kabila), entouré de 4 vice-présidents qui sont des seigneurs de guerre.

Un pays très endetté par suite de la guerre mais aussi par suite de la construction de barrages gigantesques comme celui d'Inga sur le bas- Congo, réalisé avec une technologie vendue par l'Europe et les USA pour 2 millions \$. Le coût des barrages représente 40% de la dette du Congo qui, avec les intérêts cumulés, atteint maintenant 13 milliards \$. Le barrage d'Inga fournit de l'énergie aux mines du Katanga auquel il est relié par une ligne à haute tension de 1900 km mais il n'alimente pas en électricité les villages traversés par cette ligne....

Pour payer cette dette dont le peuple n'a

pas profité, le Congo a été contraint d'accepter le programme de l'initiative PPTTE contenu dans le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté, présenté comme relevant de l'initiative des responsables politiques et associatifs du pays alors qu'il est imposé par la Banque Mondiale... Conséquences : la dégradation et la privatisation des services publics : l'Etat n'entretient plus les routes, les écoles, verse irrégulièrement des salaires de misère aux enseignants qui mettent à contribution la population. Les malades incapables de payer les soins à l'hôpital, donnent des journées de travail dans les champs des soignants ou sont retenus à l'hôpital tant qu'ils n'ont pas payé leur hospitalisation y compris leur séjour forcé. Tout est à vendre, l'eau du Congo (à des pays comme la Lybie), et même le barrage proposé à un tiers de son prix...

Autre conséquence : la libéralisation des échanges : les produits occidentaux (jus d'orange, oeufs, oignons, poulets Dou, décongelés dans de mauvaises conditions puisque les villages n'ont pas l'électricité), concurrencent la production locale, **poussant, par exemple, les paysans à couper leurs palmiers à huile.**

La FAO a introduit des élevages de canards qu'il faut chauffer et éclairer pour accélérer leur croissance. Elle encourage la consommation d'un pain de blé non produit au Congo auquel on ajoute seulement 20% de manioc.

Le cas de Victor, fils de paysan, est exemplaire : avec sa formation d'enseignant, il aurait gagné 13 dollars par mois insuffisants à Kinshasa pour payer les 40 dollars de loyer d'un appartement modeste. Aussi Victor est reparti dans son village, à 150 km de Kinshasa, où il est redevenu paysan, statut social déprécié puisque beaucoup de jeunes préfèrent être chômeurs en ville plutôt que de travailler la terre. **Sur son passeport, Victor a du mentionner qu'il était agent de développement et non pas agriculteur.** Mais Victor est "paysan sans terre". Il habite un des 200 villages dont les terres ont été appropriées, en 1925, par un Belge : cette concession est l'entreprise Jules Van Lanker JVL,

clôturée et surveillée par une police privée qui contrôle la circulation. Les villageois doivent se contenter de cultiver les champs qui entourent immédiatement leur village.

Victor résiste à cette mondialisation sauvage en s'appuyant sur la capacité des paysans à s'associer pour travailler. Le GRAPR qu'il anime, utilise les moyens traditionnels (houe, machette, transport sur la tête) pour développer des cultures vivrières : maïs (sans OGM comme celui que propose le PAM), banane, taro, igname et surtout arachide.

Les paysans de l'association se sont spécialisés dans la production de semences d'arachide qu'ils vendent à la FAO et à la Croix Rouge malgré les freins du centre de recherche agronomique voisin et d'une structure étatique "Service National Semence" qui se disputent pour imposer des contrôles payants représentant 10 à 20 % du prix des semences. Mais les paysans n'ont pas le droit de développer l'élevage de porcs, monopole de l'entreprise belge qui vend sa viande 4 à 5\$/kg, trop chère pour les villageois qui se contentent des abats. La production souffre des perturbations climatiques que Victor attribue à la mondialisation : inondation catastrophique en 2003, sécheresse cette année.

Victor mène un combat plus large. Dans les villages, les écoles, les universités, à la radio, dans les journaux, il explique les conséquences de la mondialisation et du DSRP. Il met en garde contre une consommation de type occidentale et invite à une consommation de produits locaux. Mais il doit payer pour informer : 50\$ pour un article dans un journal ou pour une interview à la TV, 20\$ pour une émission sur une radio locale. Aussi il a dû arrêter après 25 émissions radios faute de moyens.

On peut soutenir ses projets de développement agricole (transport par traction animale, panneaux solaires...) et de diffusion de l'information (création d'une radio locale, achat de magnétophone, caméra...). Pour cela contacter Raymonde : rlagune@club-internet.fr

Guillemette Bonenfant